

ENREGISTREMENT DES CHIRURGIENS-DENTISTES AU RÉPERTOIRE *ADELI*

Direction départementale
des Affaires sanitaires et sociales



Madame, Monsieur,

Les informations que vous communiquez dans ce document serviront à :

- Vous transmettre, en retour, la fiche reflétant les éléments que vous aurez indiqués et comportant votre numéro *ADELI* ;
- Vous adresser le formulaire, prérempli, de demande d'attribution de Carte de Professionnel de Santé (CPS) ;
- Établir la liste départementale des praticiens et l'insérer dans le recueil des actes administratifs (art. L. 362 du Code de la Santé publique) ;
- Mieux vous informer sur la démographie de votre profession ;
- Mettre en place des dispositifs de défense et de protection sanitaire des populations civiles (décret n° 72-38 du 11 janvier 1972, circulaire interministérielle du 5 février 1952).

Tout défaut de réponse ou une réponse sciemment inexacte aux informations obligatoires peut entraîner l'application d'une amende administrative.

Je vous remercie du soin que vous prendrez à compléter ce document et vous demande de bien vouloir m'informer de toute modification portant sur les informations que vous me communiquez.

*Le directeur départemental
des Affaires sanitaires et sociales,*

CHIRURGIEN-DENTISTE

Les chiffres entre parenthèses renvoient aux explications figurant en page 4

ÉTAT CIVIL

Veuillez indiquer
votre nom d'exercice :

☐ M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle}

Prénoms :

Souligner le prénom usuel

Nom de naissance :

Lieu de naissance :

Dépt

Commune

Date

Jour

Mois

Année

Votre nationalité :

Française ☐

UE, AELE ☐

Précisez

Autre ☐

Votre domicile :

Nom de résidence ou d'immeuble

N° voie

Type voie

Nom de voie

Complément d'adresse

Code postal

Commune

Langues parlées :

SITUATION PROFESSIONNELLE

Indiquez votre première année d'exercice (1)

Votre département d'exercice précédent

Date d'inscription à l'Ordre du département actuel d'exercice

Numéro

Quelle est votre situation professionnelle (2)

Êtes-vous expert auprès des tribunaux ☐

TITRES ET QUALIFICATIONS PROFESSIONNELS

Thèse de doctorat ou diplôme
autorisant l'exercice

Date d'obtention

Lieu d'obtention

Type de diplôme : Français ☐

Chirurgien-dentiste ☐

Docteur en chirurgie dentaire ☐

UE ☐

Étranger ☐

Date d'autorisation d'exercice

Êtes-vous spécialiste en ODF

OUI ☐

NON ☐

Année

Avez-vous des titres hospitaliers

Intitulé Année

Intitulé Année

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES EXERCÉES

Remplissez les cadres correspondant à vos activités – Cochez d'une croix votre activité principale (3)

Réservé à la DDASS ACTIVITÉS DU SECTEUR LIBÉRAL Secteur d'activité <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> EXERCICE EN CABINET	Date installation <input type="text"/>
	Individuel <input type="checkbox"/> de groupe, SCM, association <input type="checkbox"/>	
	Société d'exercice : SCP <input type="checkbox"/> SELARL <input type="checkbox"/> SELAFA <input type="checkbox"/> SELCA <input type="checkbox"/>	
	Êtes-vous titulaire <input type="checkbox"/> assistant collaborateur <input type="checkbox"/> assistant salarié <input type="checkbox"/>	
	Raison sociale : <input type="text"/>	
	Adresse : <input type="text"/> <div> <div>Code postal</div> <div>Commune</div> </div>	
	Téléphone <input type="text"/> Télécopie <input type="text"/>	
	N° SIRET <input type="text"/> (si société d'exercice)	
	Cabinet secondaire <input type="checkbox"/> ou autre implantation de la société <input type="checkbox"/>	Département <input type="text"/>
	Adresse : <input type="text"/> <div> <div>Code postal</div> <div>Commune</div> </div>	

Réservé à la DDASS ACTIVITÉS SALARIÉES <input type="text"/> N° FINESS Secteur d'activité <input type="text"/> Secteur d'activité <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> EXERCICE HOSPITALIER	Date prise de fonction <input type="text"/>
	Raison sociale : <input type="text"/>	
	Adresse : <input type="text"/> <div> <div>Code postal</div> <div>Commune</div> </div>	
	Quel est votre statut <input type="text"/> (4)	
	Exercez-vous une activité libérale à l'hôpital OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	Date de contrat <input type="text"/>
	<input type="checkbox"/> AUTRE EXERCICE SALARIÉ	Date prise de fonction <input type="text"/>
	Raison sociale : <input type="text"/>	
	Adresse : <input type="text"/> <div> <div>Code postal</div> <div>Commune</div> </div>	
	Téléphone <input type="text"/> Télécopie <input type="text"/>	
	N° SIRET <input type="text"/>	

Réservé à la DDASS ACTIVITÉ ANNEXE Secteur d'activité <input type="text"/>	Avez-vous, par dérogation, une 2° activité annexe ? Si oui laquelle <input type="text"/> Adresse : <input type="text"/> <div> <div>Code postal</div> <div>Commune</div> </div>
--	--

Je déclare sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans ce document. Signature :
 Date :

RENOIS

(1) Première année d'exercice

Il s'agit de la première année d'activité diplômée.

(2) Situation professionnelle

Reporter le code ci-dessous correspondant à votre situation

- 10 Libéral exclusif (ou intégral)
- 20 Salarié exclusif (ou intégral)
- 30 Activité mixte (libérale et salariée)
- 40 Autre actif (n'exerçant pas, bénévole,...)
- 60 Retraité
- 70 Autre inactif

(3) Activité principale

L'activité principale est celle à laquelle vous consacrez, actuellement, le plus de temps.

(4) Statut hospitalier

Reporter le code ci-dessous correspondant à votre statut

- 102 PUPH des CSERD
- 104 MCU-PH des CSERD
- 105 Professeur de 1^{er} grade en chirurgie dentaire
- 201 PHU
- 301 PHPT
- 302 PHTP
- 401 Chef de clinique assistant des hôpitaux
- 403 Assistant hospitalier des CSERD
- 506 Attaché des CSERD

Article L. 361 du Code de la Santé publique

Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes sont tenus, dans le mois de leur établissement, de faire enregistrer sans frais leur diplôme à la préfecture ou sous-préfecture (DDASS) et au greffe du tribunal de grande instance. En cas de changement d'établissement, il doit être procédé à un nouvel enregistrement du titre.

Il en est de même dans le cas du praticien qui, ayant interrompu depuis deux ans l'exercice de sa profession, désire reprendre cet exercice.

Article L. 362 du Code de la Santé publique

Il est établi chaque année, dans les départements, par les soins des préfets, des listes distinctes des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes, portant pour chacun d'eux les nom, prénom, la résidence professionnelle, la date et la provenance du diplôme, la date d'inscription au tableau de l'Ordre des médecins, chirurgiens-dentistes et des sages-femmes.

Cette dernière mention n'est portée ni pour les médecins du cadre actif du service de santé des armées de terre, de mer et de l'air, ni pour les médecins fonctionnaires n'ayant pas de clientèle privée.

Les listes sont, chaque année, insérées au recueil des textes administratifs de la préfecture et affichées chaque année, au mois de janvier, dans toutes les communes du département. Des copies certifiées conformes sont transmises au ministère de la Santé publique et de la Population, au conseil national de l'Ordre et au conseil régional intéressé.

Article 4 du décret n° 72-38 du 11 janvier 1972 relatif à l'organisation de la défense dans les domaines sanitaire et social

Pour assurer dans le cadre de la défense civile le fonctionnement des services placés sous son autorité ou son contrôle direct, et pour assurer notamment le fonctionnement des formations sanitaires civiles de défense, le ministre chargé de la santé publique dispose des personnels appartenant aux catégories professionnelles visées par le Code de la Santé publique et le Code de la Famille et de l'Aide sociale, ainsi que des personnels qui concourent à l'action sociale ; il peut mettre certains de ces personnels à la disposition d'autres ministres. Il peut utiliser d'autres catégories de personnels, mis à sa disposition, le cas échéant, par les ministres dont ceux-ci relèvent et auxquels il a fait connaître ses besoins.

Il établit et tient à jour, dès le temps de paix, un recensement des personnels visés aux livres IV, V et IX du Code de la Santé publique et au titre VI du Code de la Famille et de l'Aide sociale.

Il prépare la mise à sa disposition des personnels qui lui sont nécessaires pour assumer ses tâches de défense :

– soit en préparant leur réquisition ;

– soit en préparant leur mise sous statut de défense, par le moyen de l'affectation de défense individuelle ou collective dans les conditions fixées par le décret susvisé du 23 novembre 1962.